

# Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : L'Islet

Code géographique : 17078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Habitation*

Québec 

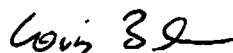
**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Louis Breton, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de L'Islet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-06-02

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
<b>Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants</b>	<b>4</b>
<b>Rapport du vérificateur général</b>	<b>4.1</b>
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
<b>Notes complémentaires aux états financiers consolidés</b>	<b>9</b>
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
<b>Informations sectorielles consolidées</b>	
<b>Résultats détaillés par organismes</b>	<b>10</b>
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes</b>	<b>11</b>
<b>Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes</b>	<b>12</b>
<b>Situation financière par organismes</b>	<b>13</b>
<b>Charges par objets</b>	<b>14</b>
<b>Fonds local d'investissement (FLI)</b>	<b>15</b>
<b>Fonds local de solidarité (FLS)</b>	<b>16</b>
<b>Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>17</b>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	<b>18</b>
<b>Avantages sociaux futurs</b>	<b>19</b>
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
<b>Analyse des revenus consolidés</b>	<b>21</b>
<b>Analyse des charges consolidées</b>	<b>22</b>

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de la municipalité de L'Islet

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité de L'Islet (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT****Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Saint-Jean-Port-Joli, le 7 mai 2020

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique A110424

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations	
		2019	2018
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	4 717 790	4 476 256
Compensations tenant lieu de taxes	2	182 894	202 375
Quotes-parts	3		
Transferts	4	655 276	2 085 127
Services rendus	5	781 045	745 748
Imposition de droits	6	198 489	92 180
Amendes et pénalités	7	3 924	9 622
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	50 146	43 084
Autres revenus	10	12 531	142 140
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	6 602 095	7 796 532
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	825 941	812 182
Sécurité publique	15	570 613	556 728
Transport	16	1 415 231	1 772 636
Hygiène du milieu	17	1 991 399	1 841 293
Santé et bien-être	18	60 571	81 598
Aménagement, urbanisme et développement	19	411 740	428 363
Loisirs et culture	20	1 110 800	1 055 077
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	203 888	118 021
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	6 590 183	6 665 898
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	11 912	1 130 634
<b>Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice</b>			
Solde déjà établi	26	22 967 476	21 836 842
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	22 967 476	21 836 842
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	22 979 388	22 967 476

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	981 571	453 145
Débiteurs (note 5)	2	3 410 721	3 991 015
Prêts (note 6)	3	575 772	491 067
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 968 064	4 935 227
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 718 986	5 452 080
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 160 431	1 325 794
Revenus reportés (note 12)	12	141 543	183 140
Dettes à long terme (note 13)	13	6 716 777	4 031 515
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	10 737 737	10 992 529
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(5 769 673)</b>	<b>(6 057 302)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	27 963 364	28 539 842
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	246 082	243 301
Stocks de fournitures	19	103 015	105 524
Autres actifs non financiers (note 17)	20	436 600	136 111
	21	28 749 061	29 024 778
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>22 979 388</b>	<b>22 967 476</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>1</b>	<b>11 912</b>	<b>1 130 634</b>
<b>Variation des immobilisations</b>			
Acquisition	2	( 705 684 )	( 3 364 263 )
Produit de cession	3	20 000	7 000
Amortissement	4	1 258 063	1 163 887
(Gain) perte sur cession	5	4 099	(7 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	<b>576 478</b>	<b>(2 200 376)</b>
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(2 781)	(34 163)
Variation des stocks de fournitures	9	2 509	2 237
Variation des autres actifs non financiers	10	(300 489)	(80 189)
	11	<b>(300 761)</b>	<b>(112 115)</b>
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	<b>14</b>	<b>287 629</b>	<b>(1 181 857)</b>
<b>Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice</b>			
Solde déjà établi	15	(6 057 302)	(4 875 445)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
<b>Solde redressé</b>	<b>18</b>	<b>(6 057 302)</b>	<b>(4 875 445)</b>
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	<b>19</b>	<b>(5 769 673)</b>	<b>(6 057 302)</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 912	1 130 634
<b>Éléments sans effet sur la trésorerie</b>			
Amortissement	2	1 258 063	1 163 887
Autres			
- Perte (gain) sur disposition	3	4 099	(7 000)
-	4		
	5	1 274 074	2 287 521
<b>Variation nette des éléments hors caisse</b>			
Débiteurs	6	498 975	(495 310)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	56 667	62 703
Revenus reportés	9	(41 597)	64 975
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(2 781)	(34 163)
Stocks de fournitures	12	2 509	2 237
Autres actifs non financiers	13	59 511	(80 189)
	14	1 847 358	1 807 774
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 287 714 )	( 3 086 061 )
Produit de cession	16	20 000	7 000
	17	(1 267 714)	(3 079 061)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 113 805 )	( 108 637 )
Remboursement ou cession	19	29 100	28 500
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		322 051
	22	(84 705)	241 914
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	3 362 300	
Remboursement de la dette à long terme	24	( 647 516 )	( 569 909 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 733 094)	1 738 690
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(29 522)	2 075
Autres			
- Encaissement subvention	27	81 319	47 501
-	28		
	29	33 487	1 218 357
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	528 426	188 984
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>			
Solde déjà établi	31	453 145	264 161
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	453 145	264 161
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	981 571	453 145

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec et résulte de la fusion de Ville de L'Islet, de la municipalité de L'Islet-sur-Mer et de la Paroisse de Saint-Eugène au 1er janvier 2000.

**2. Principales méthodes comptables**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

**A) Périmètre comptable et partenariats**

S.O.

**a) Périmètre comptable**

S.O.

**b) Partenariats**

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles auquel elle participe dans une proportion de 32,79 % (32,79 % en 2018). De plus, ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny auquel elle participe dans une proportion de 11,24 % (11,24 % en 2018). Ces consolidations proportionnelles se font ligne par ligne.

**B) Comptabilité d'exercice**

*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**C) Actifs**

Les actifs se composent de ce qui suit :

**a) Actifs financiers**

*Trésorerie et équivalent de trésorerie*

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**Prêts**

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations*

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	7 à 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

*Stocks de fournitures*

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

**D) Passifs**

*Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement*

La Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des sites d'enfouissement.

*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**E) Revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement:

Passif comptabilisé au 1er janvier 2013: en fonction des dépenses réalisées au cours de l'exercice.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

S.O.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**3. Modification de méthodes comptables**  
S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 981 571	453 145
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 981 571</b>	<b>453 145</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 981 571	453 145
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés d'un compte Avantage entreprise et d'une épargne rachetable portant intérêt à des taux de 1,2 % et 0,5 % respectivement.		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 244 351	360 569
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 909 430	2 355 877
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 083 978	1 126 443
Organismes municipaux	15 26 845	5 863
Autres		
- Droits de mutation et autres	16 112 824	104 806
- Intérêts à recevoir	17 33 293	37 457
	18 3 410 721	3 991 015
<b>Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme</b>		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 913 130	152 934
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 913 130	152 934
<b>Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs</b>	<b>23</b>	
<b>Note</b>		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,75 % à 3,57 % (3,57 % au 31 décembre 2018) et viennent à échéance au plus tard en 2038.		
Certains autres débiteurs du gouvernement du Québec d'un montant de 1 658 661 \$ portent intérêt à des taux variant de 2,76 % à 4,48 % et viennent à échéance au plus tard en 2039.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	24	23 380	23 380
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Prêts installations sceptiques	26	552 392	467 687
-	27		
	28	575 772	491 067
<b>Provision pour moins-value déduite des prêts</b>	29		

**Note**

Les prêts liés aux installations sceptiques portent intérêt à des taux moyens variant entre 2,03 % et 2,49 % et viennent échéance jusqu'en 2024.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
<b>Note</b>		
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	<u>37</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	36 178
Régimes de retraite des élus municipaux	42	1 631
	43	<u>37 809</u>
	<u>33 522</u>	
	<u>1 595</u>	
	<u>35 117</u>	

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	<u>46</u>	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 3 123 900 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (4,45 %, 4,45 % en 2018) et renouvelable annuellement.			
La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (4,45 %, 4,45 % en 2018) et renouvelable annuellement.			
La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 750 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (4,45 %; 4,45 % en 2018) et renouvelable annuellement.			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	47	243 548	236 138
Salaires et avantages sociaux	48	174 053	160 734
Dépôts et retenues de garantie	49	291 727	281 580
Provision pour contestations d'évaluation	50		7 701
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	289 972	307 110
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	4 396	2 711
- Intérêts courus sur la dette	54	57 658	42 955
- Autres et organismes	55	40 943	6 123
- Gouvernement du Canada	56	1 962	2 540
- Dû sur immobilisations	57	56 172	278 202
	58	1 160 431	1 325 794
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	115 384	173 339
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus reportés	68	16 159	9 801
- Subvention reportée	69	10 000	
-	70		
-	71		
	72	141 543	183 140
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	3,24	2020	2025	73	6 611 830	3 825 394
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
<b>Autres dettes à long terme</b>							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	88 671	146 655
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	51 226	64 894
					81	6 751 727	4 036 943
<b>Frais reportés liés à la dette à long terme</b>					82	( 34 950 )	( 5 428 )
					83	6 716 777	4 031 515

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2020	84	92	726 360	100	109	72 553	117	798 913
2021	85	93	1 398 757	101	110	43 454	118	1 442 211
2022	86	94	1 213 188	102	111	13 668	119	1 226 856
2023	87	95	324 618	103	112	10 222	120	334 840
2024	88	96	2 926 181	104	113		121	2 926 181
2025 et +	89	97	22 726	105	114		122	22 726
	90	98	6 611 830	106	115	139 897	123	6 751 727
<b>Intérêts et frais accessoires</b>				107			124	
	91	99	6 611 830	108	116	139 897	125	6 751 727

**Note**

	2019	2018
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(5 769 673)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )
Autres	128	( )
	129	(5 769 673)
		(6 057 302)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	16 925 008	168	17 675	185	(1 963 920)	212	18 906 603
Eaux usées	131	7 855 706	159	17 675	186	(1 963 920)	213	9 837 301
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	11 130 740	160	113 376	187		214	11 244 116
Autres	133	2 088 774	161	22 623	188	(102 391)	215	2 213 788
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	3 211 408	163	189 094	190	(141 416)	217	3 541 918
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 569 448	165		192		219	1 569 448
Ameublement et équipement de bureau	138	617 465	166	55 130	193	1 493	220	671 102
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 416 920	167	42 100	194	14 547	221	1 444 473
Terrains	140	224 138	168		195		222	224 138
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>45 039 607</u>	170	<u>457 673</u>	197	<u>(4 155 607)</u>	224	<u>49 652 887</u>
Immobilisations en cours	143	<u>7 110 447</u>	171	<u>248 011</u>	198	<u>4 187 316</u>	225	<u>3 171 142</u>
	144	<u>52 150 054</u>	172	<u>705 684</u>	199	<u>31 709</u>	226	<u>52 824 029</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	8 339 944	173	450 534	200		227	8 790 478
Eaux usées	146	3 637 442	174	200 163	201		228	3 837 605
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	6 150 564	175	265 685	202		229	6 416 249
Autres	148	1 543 419	176	66 643	203		230	1 610 062
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 402 288	178	77 262	205	438	232	1 479 112
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	991 302	180	104 785	207		234	1 096 087
Ameublement et équipement de bureau	153	530 116	181	29 188	208	1 493	235	557 811
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 015 137	182	63 803	209	5 679	236	1 073 261
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>23 610 212</u>	184	<u>1 258 063</u>	211	<u>7 610</u>	238	<u>24 860 665</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>28 539 842</u>					239	<u>27 963 364</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250	30 451	30 451
Immeubles industriels municipaux	251	47 548	44 767
Autres	252	168 083	168 083
	253	246 082	243 301
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	246 082	243 301
<b>Note</b>			
<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	76 600	136 111
- Dépôt sur achat d'immeuble	257	360 000	
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	436 600	136 111
<b>Note</b>			



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, par résolutions, au versement de diverses aides financières à des organismes jusqu'en 2024. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces aides s'élèvent à 103 121 \$ en 2020, 30 000 \$ en 2021, 5 000 \$ en 2022 et 2023 et 2 250 \$ en 2024.

La municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat de location d'un équipement échéant en 2022, à verser une somme totalisant 41 293 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat de location s'élèvent à 15 485 \$ en 2020 et 2021 et 10 323 \$ en 2022.

La municipalité s'est engagée par contrat pour la disposition des matières résiduelles jusqu'au 31 décembre 2022. Les versements exigibles estimés sont de 117 \$ par tonne métrique de matières admissibles déposées par la Municipalité au centre de transfert pour les exercices 2020 à 2022. Le contrat prévoit une option de renouvellement pour une période de cinq ans.

**Office municipal d'habitation de la municipalité**

L'Office municipal d'habitation de L'Islet, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

**19. Droits contractuels**

S.O.

**20. Passifs éventuels**

S.O.

**a) Cautiionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de L'Islet. Au 31 décembre 2019, il n'y a aucune dette à long terme dans la Municipalité régionale de comté de L'Islet.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**d) Autres**

**Protection de l'environnement**

Les opérations de la Municipalité et de ses organismes contrôlés sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Municipalité ainsi que ses organismes contrôlés sont exploités en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.)

**24. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**25 Flux de trésorerie**

	2019	2018
Intérêts payés au cours de l'exercice	152 499 \$	104 963 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	54 310 \$	5 746 \$

---

**26 Fonds de roulement**

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 70 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de cinq ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

---

**27 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière**

Subséquent à la fin d'exercice, la municipalité s'est portée acquéreur d'une propriété afin d'y faire un développement industriel et commercial pour un montant d'environ 360 000 \$. Cette acquisition est financée par un emprunt à long terme portant intérêt au taux de 2,46 %, échéant en 2025.

La municipalité a également refinancé un emprunt à long terme d'un montant de 53 600 \$ au taux de 2,46 %, échéant en 2025.

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La municipalité a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	4 476 256	4 472 794	4 717 790			4 717 790
Compensations tenant lieu de taxes	2	202 375	174 601	182 894			182 894
Quotes-parts	3					99 150	
Transferts	4	631 036	252 191	410 899			410 899
Services rendus	5	736 190	647 189	740 025		41 020	781 045
Imposition de droits	6	92 180	73 400	198 489			198 489
Amendes et pénalités	7	9 622	7 500	3 924			3 924
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	41 104	23 342	47 686		2 460	50 146
Autres revenus	10	142 140	12 145	12 531			12 531
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 330 803	5 663 162	6 314 238		142 830	6 357 718
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 454 091		244 377			244 377
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 454 091		244 377			244 377
	21	7 784 994	5 663 162	6 558 615		142 830	6 602 095
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	773 088	790 288	786 521	14 306	25 114	825 941
Sécurité publique	23	497 963	502 541	513 136	57 477		570 613
Transport	24	1 464 007	1 058 909	1 104 136	310 814	281	1 415 231
Hygiène du milieu	25	1 258 973	1 300 553	1 292 386	697 336	100 827	1 991 399
Santé et bien-être	26	78 517	57 949	57 490	3 081		60 571
Aménagement, urbanisme et développement	27	405 717	274 936	381 960	29 780		411 740
Loisirs et culture	28	920 905	965 980	972 060	138 740		1 110 800
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	116 298	119 819	202 253		1 635	203 888
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 157 619	1 127 345	1 251 534	( 1 251 534 )		
	33	6 673 087	6 198 320	6 561 476		127 857	6 590 183
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 111 907	(535 158)	(2 861)		14 773	11 912

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 111 907	(535 158)	(2 881)	11 912
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 454 091 )	( )	( 244 377 )	( 244 377 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	<b>3</b>	<b>(342 184)</b>	<b>(535 158)</b>	<b>(247 238)</b>	<b>(232 465)</b>
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Amortissement	4	1 157 619	1 127 345	1 251 534	1 258 063
Produit de cession	5	7 000		20 000	20 000
(Gain) perte sur cession	6	(7 000)		4 099	4 099
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	1 157 619	1 127 345	1 275 633	1 282 162
<b>Propriétés destinées à la vente</b>					
Coût des propriétés vendues	9	11 154			
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	11 154			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Remboursement ou produit de cession	12	28 500		29 100	29 100
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15	28 500		29 100	29 100
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	84 776			
Remboursement de la dette à long terme	17	( 518 276 )	( 524 484 )	( 508 333 )	( 512 596 )
	18	(431 500)	(524 484)	(506 333)	(512 596)
<b>Affectations</b>					
Activités d'investissement	19	( 120 874 )	( 187 712 )	( 204 828 )	( 208 312 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			2 382	2 382
Excédent de fonctionnement affecté	21	158 224	138 409	54 621	75 395
Réserves financières et fonds réservés	22	(6 400)	(18 400)	(16 560)	(16 560)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(17 138)	(17 138)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	28 850	(87 703)	(184 405)	(184 253)
	26	794 723	535 158	633 995	634 413
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	<b>27</b>	<b>452 539</b>		<b>386 757</b>	<b>401 948</b>

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018 Administration municipale	Administration municipale	Réalizations 2019 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 454 091	244 377		244 377
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
<b>Acquisition</b>					
Administration générale	2	( )	( 16 667 )	( 472 )	( 17 139 )
Sécurité publique	3	( 3 459 )	( 9 716 )	( )	( 9 716 )
Transport	4	( 197 265 )	( 114 812 )	( )	( 114 812 )
Hygiène du milieu	5	( 2 959 163 )	( 319 442 )	( 3 012 )	( 322 454 )
Santé et bien-être	6	( )	( 3 114 )	( )	( 3 114 )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 4 300 )	( 4 653 )	( )	( 4 653 )
Loisirs et culture	8	( 200 076 )	( 233 796 )	( )	( 233 796 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	( 3 364 263 )	( 702 200 )	( 3 484 )	( 705 684 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
<b>Acquisition</b>	11	( 45 317 )	( 2 781 )	( )	( 2 781 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
<b>Émission ou acquisition</b>	12	( 108 637 )	( 113 805 )	( )	( 113 805 )
<b>Financement</b>					
<b>Financement à long terme des activités d'investissement</b>	13		2 436 009		2 436 009
<b>Affectations</b>					
<b>Activités de fonctionnement</b>	14	120 874	204 828	3 484	208 312
<b>Excédent accumulé</b>					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	118 700	28 295		28 295
Réserves financières et fonds réservés	17	50 800			
	18	260 374	233 123	3 484	236 607
	19	( 3 227 843 )	1 850 346		1 850 346
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	( 1 773 752 )	2 094 723		2 094 723

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018		2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	301 814	838 135	143 436	981 571
Débiteurs (note 5)	2	3 991 860	3 409 248	20 223	3 410 721
Prêts (note 6)	3	491 067	575 772		575 772
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	4 784 741	4 823 155	163 659	4 968 064
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 452 080	2 718 986		2 718 986
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 024 013	871 588	307 593	1 160 431
Revenus reportés (note 12)	12	183 140	141 543		141 543
Dettes à long terme (note 13)	13	3 969 390	6 660 639	56 138	6 716 777
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	10 628 623	10 392 756	363 731	10 737 737
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(5 843 882)</b>	<b>(5 569 601)</b>	<b>(200 072)</b>	<b>(5 769 673)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	28 437 185	27 863 751	99 613	27 963 364
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	243 301	246 082		246 082
Stocks de fournitures	19	101 020	98 511	4 504	103 015
Autres actifs non financiers (note 17)	20	135 953	431 973	4 627	436 600
	21	28 917 459	28 640 317	108 744	28 749 081
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	265 369	545 735	97 651	643 366
Excédent de fonctionnement affecté	23	926 353	947 466	18 238	965 704
Réserves financières et fonds réservés	24	41 774	459 644		459 644
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	84 776 ) (	) (	250 000 ) (	250 000 )
Financement des investissements en cours	26	(3 425 781)	(1 732 367)		(1 732 367)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	25 350 638	22 850 238	42 783	22 893 021
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	23 073 577	23 070 716	(91 328)	22 979 388

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>Rémunération</b>	1	1 724 034	1 553 726	1 585 426	1 577 593
<b>Charges sociales</b>	2	279 070	271 900	276 929	278 747
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	2 396 990	2 722 406	2 802 487	3 061 763
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	97 819	136 967	138 602	101 507
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec	9		28 601	28 601	6 004
et ses entreprises	10				
D'autres tiers	11	11 000	36 685	36 685	10 510
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	499 966	497 173	400 906	407 244
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	62 096	62 484	62 484	58 643
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	1 127 345	1 251 534	1 258 063	1 163 887
<b>Autres</b>					
-	18				
-	19				
-	20				
	21	6 198 320	6 561 476	6 590 183	6 665 898



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

	2019	2018
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
<b>Charges</b>		
<b>Créances douteuses</b>		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	( ) ( )
	16	
	17	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	
	21	
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

<b>Revenus</b>	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4
<b>Charges</b>	
Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>11</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 (                    ) (                    )
	17
	18
<b>Passifs</b>	
Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

<b>Revenus</b>	
Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3
<b>Charges</b>	
Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7
Activités et projets de mise en valeur du territoire	
-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>16</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
<b>Débiteurs</b>	19
Provision pour créances douteuses	20 (                    ) (                    )
	21
<b>Autres</b>	22
	23
<b>Passifs</b>	
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
<b>Revenus reportés</b>	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
<b>Autres</b>	29
	30
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>31</b>

**Note sur les autres actifs**

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

**Note sur les autres revenus reportés**

**Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	643 386	366 068
Excédent de fonctionnement affecté	2	965 704	947 127
Réserves financières et fonds réservés	3	459 644	41 774
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	250 000 ) (	351 913 )
Financement des investissements en cours	5	(1 732 367)	(3 425 781)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 893 021	25 390 201
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	22 979 388	22 967 476
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	545 735	265 369
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	97 651	100 699
	11	643 386	366 068
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Surplus PP1	12	14 410	14 410
- Surplus PP2	13	12 021	12 021
- Surplus service incendie	14	84 118	68 564
- Surplus boues fosses sceptique	15	74 135	74 136
- Surplus usine eaux usées	16	13 400	13 400
- Surplus liés aux dettes	17	96 366	128 590
- Surplus Camping	18	75 236	67 665
- Surplus matières résiduelles	19	362 278	362 278
- Surplus divers	20	215 502	185 289
	21	947 466	926 353
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
- Budget 2019	22		20 774
- Budget 2020	23	18 238	
-	24		
	25	18 238	20 774
	26	965 704	947 127
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	16 560	
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	443 084	41 774
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	459 644	41 774
	48	459 644	41 774

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
<b>Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables</b>		
<b>Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Déficit initial au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	
<b>Avantages postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>		
<b>Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite</b>		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	
Autres	52 ( ) ( )	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	
	54 ( ) ( )	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( 250 000 ) ( 267 137 )	
Assainissement des sites contaminés	56 ( ) ( )	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	
Autres		
-	58 ( ) ( )	
-	59 ( ) ( )	
	60 ( 250 000 ) ( 267 137 )	
<b>Mesures d'allègement fiscal transitoires</b>		
<b>Modifications comptables du 1<sup>er</sup> janvier 2000</b>		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( ) ( )	
<b>Mesures relatives à la TVQ</b>		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	
Autres		
-	66 ( ) ( )	
-	67 ( ) ( )	
	68 ( ) ( )	
<b>Financement à long terme des activités de fonctionnement</b>		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	
Autres		
- Autre financement	72 ( ) ( 84 776 )	
-	73 ( ) ( )	
	74 ( ) ( 84 776 )	
<b>Éléments présentés à l'encontre des DCTP</b>		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 ( 250 000 ) ( 351 913 )	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83 (	1 732 367 ) (	3 425 781 )
	84	(1 732 367)	(3 425 781)

**Investissement net dans les immobilisations et autres actifs****Éléments d'actif**

Immobilisations	85	27 963 364	28 539 842
Propriétés destinées à la revente	86	246 082	243 301
Prêts	87	575 772	491 067
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	28 785 218	29 274 210
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	28 785 218	29 274 210

**Éléments de passif correspondant**

Dette à long terme	93 (	6 716 777 ) (	4 031 515 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	34 950 ) (	5 428 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	913 130	152 934
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	5 838 597 ) (	3 884 009 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	53 600 ) (	)
	100 (	5 892 197 ) (	3 884 009 )
	101	22 893 021	25 390 201

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	2019	2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (Intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	
<b>Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)</b>	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

	2019	2018	
<b>Autres</b>			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (Intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

REER

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115 33 522	36 178

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	1 595	1 631
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>1 595</u>	<u>1 631</u>

**Note**

---

---

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 911 966	2 911 966	2 805 759
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	462 243	462 243	436 200
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	267 304	267 304	276 037
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 641 513	3 641 513	3 517 996
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	519 865	519 865	434 927
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	74 851	74 851	65 826
Matières résiduelles	13	428 679	428 679	418 592
Autres				
- Fosses sceptiques	14	9 410	9 410	8 413
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	20 477	20 477	20 973
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19	22 995	22 995	9 529
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 076 277	1 076 277	958 260
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 076 277	1 076 277	958 260
	27	4 717 790	4 717 790	4 476 256

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 087	1 087	1 076
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	1 087	1 087	1 076
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	44 755	44 755	42 564
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	107 871	107 871	129 906
	36	152 626	152 626	172 470
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	153 713	153 713	173 546
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	2 720	2 720	2 707
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	2 720	2 720	2 707
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46	19 530	19 530	19 530
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	19 530	19 530	19 530
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	6 931	6 931	6 592
	51	6 931	6 931	6 592
	52	182 894	182 894	202 375

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			4 500
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	76 062	76 062	366 659
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64	3 126	3 126	514
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	27 646	27 646	30 984
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
<b>Matières résiduelles</b>				
Déchets domestiques et assimilés	72	35 148	35 148	36 616
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	12 700	12 700	13 500
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	1 999	1 999	2 812
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	2 838	2 838	3 581
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	10 709	10 709	1 950
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	170 228	170 228	461 116



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	38 000	38 000	146 741
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	36 860	36 860	1 255 442
Réseau de distribution de l'eau potable	108			43
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	152 849	152 849	51 865
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	16 668	16 668	
Réseau d'électricité	129			
	130	244 377	244 377	1 454 091

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	160 499	160 499	98 697
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	80 172	80 172	71 223
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	240 671	240 671	169 920
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	<b>655 276</b>	<b>655 276</b>	<b>2 085 127</b>

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143		384	341
	144		384	341
<b>Sécurité publique</b>				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	2 500	2 500	2 500
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	2 500	2 500	2 500
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		39 877	8 375
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		39 877	8 375
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	181			
	182	2 500	42 761	11 216

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184	3 422	3 422	2 844
Autre	185	1 093	1 093	1 940
	186	4 515	4 515	4 784
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190	4 644	4 644	1 916
	191	4 644	4 644	1 916
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	4 500	4 500	3 350
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195	191	191	562
Transport adapté	196	6 850	6 850	6 850
Transport scolaire	197			
Autres	198	354	354	5 290
Autres	199			1 162
	200	11 895	11 895	17 214
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201	125	125	985
Réseau de distribution de l'eau potable	202	74	74	29 283
Traitement des eaux usées	203	5 960	5 960	5 716
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206	17 587	17 587	13 809
Autres	207	79 356	79 356	76 568
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	10 291	11 050	5 622
	211	113 393	114 152	131 983
Santé et bien-être				
Logement social	212	6 191	6 191	23 625
Sécurité du revenu	213	276	276	194
Autres	214	699	699	290
	215	7 166	7 166	24 109
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	15 360	15 360	15 360
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	2 156	2 156	1 323
	220	17 516	17 516	16 683
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	35 979	35 979	33 633
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	542 417	542 417	504 210
	224	578 396	578 396	537 843
Réseau d'électricité	225			
	226	737 525	738 284	734 532
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	227	740 025	781 045	745 748

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	228	8 697	8 697	8 896
Droits de mutation immobilière	229	81 865	81 865	82 334
Droits sur les carrières et sablières	230	107 377	107 377	
Autres	231	550	550	950
	232	198 489	198 489	92 180
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	233	3 924	3 924	9 622
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	234			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	235	47 686	50 146	43 084
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	(4 099)	(4 099)	7 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			89 785
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241	450	450	285
Autres contributions	242	2 239	2 239	3 990
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	13 941	13 941	41 080
	245	12 531	12 531	142 140
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	99 557		99 557	101 425	101 513
Greffé et application de la loi	2	14 418		14 418	14 418	
Gestion financière et administrative	3	374 508		374 508	397 754	396 017
Évaluation	4	98 852	525	97 377	97 377	109 065
Gestion du personnel	5	3 794		3 794	3 794	6 497
Autres						
- Autres	6	197 392	13 781	211 173	211 173	199 090
-	7					
	8	786 521	14 306	800 827	825 941	812 182
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	360 667		360 667	360 667	358 426
Sécurité incendie	10	151 831	55 577	207 408	207 408	195 645
Sécurité civile	11	638	1 900	2 538	2 538	2 657
Autres	12					
	13	513 136	57 477	570 613	570 613	556 728
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	596 665	274 906	871 571	871 852	1 184 599
Enlèvement de la neige	15	432 277	31 018	463 295	463 295	499 794
Éclairage des rues	16	39 879	4 117	43 996	43 996	48 606
Circulation et stationnement	17	8 684	773	9 457	9 457	10 870
Transport collectif						
Transport en commun	18	26 631		26 631	26 631	28 767
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 104 138	310 814	1 414 950	1 415 231	1 772 636

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
<b>Eau et égout</b>						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	502 746	110 254	613 000	613 000	558 231
Réseau de distribution de l'eau potable	24	92 178	305 844	398 022	398 022	326 572
Traitement des eaux usées	25	98 189	240 337	338 526	338 526	372 022
Réseaux d'égout	26	11 621	2 287	13 908	13 908	30 053
<b>Matières résiduelles</b>						
<b>Déchets domestiques et assimilés</b>						
Collecte et transport	27	291 057	15 505	306 562	243 622	219 617
Élimination	28	100 585		100 585	165 202	150 789
<b>Matières recyclables</b>						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	4 916	16 940	21 856	21 856	17 128
Tri et conditionnement	30					
<b>Matières organiques</b>						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	173 784	6 169	179 953	179 953	144 975
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	6 261		6 261	6 261	6 228
Protection de l'environnement	38	11 049		11 049	11 049	15 680
Autres	39					
	40	1 292 386	697 338	1 989 722	1 991 399	1 841 293
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	21 615		21 615	21 615	37 822
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	35 875	3 081	38 956	38 956	43 776
	44	57 490	3 081	60 571	60 571	81 598
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	208 467	1 360	209 827	209 827	216 095
<b>Rénovation urbaine</b>						
Biens patrimoniaux	46	13 894	315	14 209	14 209	14 800
Autres biens	47	108 832		108 832	108 832	86 301
<b>Promotion et développement économique</b>						
Industries et commerces	48	43 595	27 073	70 668	70 668	88 614
Tourisme	49	7 172	1 032	8 204	8 204	11 399
Autres	50					
Autres	51					11 154
	52	381 960	29 780	411 740	411 740	428 363

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
<b>Activités récréatives</b>						
Centres communautaires	63	126 257	31 243	157 500	157 500	161 436
Patinoires intérieures et extérieures	64	27 155	400	27 555	27 555	21 610
Piscines, plages et ports de plaisance	65	291 782	40 515	332 297	332 297	313 624
Parcs et terrains de jeux	66	119 180	31 534	150 714	150 714	146 415
Parcs régionaux	67	136 189	20 309	156 498	156 498	137 901
Expositions et foires	68					
Autres	69	188 432	6 868	195 300	195 300	180 819
	60	888 995	130 869	1 019 864	1 019 864	971 805
<b>Activités culturelles</b>						
Centres communautaires	61		4 445	4 445	4 445	3 485
Bibliothèques	62	50 057		50 057	50 057	45 628
<b>Patrimoine</b>						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	757	3 426	4 183	4 183	4 973
Autres	65	32 251		32 251	32 251	29 186
	66	83 065	7 871	90 936	90 936	83 272
	67	972 060	138 740	1 110 800	1 110 800	1 055 077
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
<b>Dettes à long terme</b>						
Intérêts	69	165 568		165 568	167 203	107 511
Autres frais	70					
<b>Autres frais de financement</b>						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	36 685		36 685	36 685	10 510
	73	202 253		202 253	203 888	118 021
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	75	1 251 534	( 1 251 534 )			



# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : L'Islet

Code géographique : 17078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Habitation*

Québec 

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	<b>14</b>

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>		
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>	
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
<b>Infrastructures</b>					
	Conduites d'eau potable	1	28 885	28 885	182 021
	Usines de traitement de l'eau potable	2	243 813	243 813	2 728 529
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4	6 466	6 466	
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	113 376	113 376	238 490
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	22 623	22 623	44 677
	Autres infrastructures	11	2 125	2 125	
	Réseau d'électricité	12			
<b>Bâtiments</b>					
	Édifices administratifs	13			
	Édifices communautaires et récréatifs	14	189 094	189 094	135 688
	Améliorations locatives	15			
<b>Véhicules</b>					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17			
	Ameublement et équipement de bureau	18	54 658	55 130	21 721
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	41 160	44 172	13 137
	Terrains	20			
	Autres	21			
		22	702 200	705 684	3 364 263

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
<b>Infrastructures autres que pour nouveau développement</b>					
	Conduites d'eau potable	23	28 885	28 885	182 021
	Usines de traitement de l'eau potable	24	243 813	243 813	2 728 529
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26	6 466	6 466	
	Autres infrastructures	27	138 124	138 124	283 167
<b>Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)</b>					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	284 912	288 396	170 546
		34	702 200	705 684	3 364 263

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
<b>Par l'organisme municipal</b>					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	128 590		32 222	96 368
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
<b>Montant à la charge</b>					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 488 760	1 985 785	217 011	3 257 534
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 266 659	535 000	316 964	2 484 695
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 884 009	2 520 785	566 197	5 838 597
<b>Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)</b>					
<b>Débiteurs</b>					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	152 934	841 515	81 319	913 130
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	152 934	841 515	81 319	913 130
<b>Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette</b>					
	13				
	14	152 934	841 515	81 319	913 130
<b>Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	152 934	841 515	81 319	913 130
	19	4 036 943	3 362 300	647 516	6 751 727
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	4 036 943	3 362 300	647 516	6 751 727

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 694 897
--------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	1 732 367
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	96 366
--	---	--------

Débiteurs	9	913 130
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 417 768
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	56 830
---	----	--------

Endettement net à long terme	17	7 474 598
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	7 474 598
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
--	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	7 474 598
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	95 015	95 015	106 703
Autres	3	150 673	150 673	142 932
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	30 701	30 701	30 228
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	5 802	5 802	8 914
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	110 245	13 978	11 434
Cours d'eau	13	6 261	6 261	6 228
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17	2 359	2 359	2 365
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	63 540	63 540	65 633
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	32 577	32 577	32 807
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	497 173	400 906	407 244

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS  
NON AUDITÉS**



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	568 310	3 184 035
<b>Frais de financement</b>	4	133 890	180 228
<b>Autres</b>	5		
	6	<b>702 200</b>	<b>3 364 263</b>

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ années <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	1,13	40,00	2 355,00	120 103	21 918	142 021
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,70	35,00	9 793,00	219 693	51 216	270 909
Cols bleus	4	24,50	40,00	50 918,00	1 092 724	188 731	1 281 455
Policiers	5						
Pompiers	6	20,00	1,00	1 765,25	59 979	5 203	65 182
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	51,33		64 831,25	1 492 499	267 088	1 759 567
Élus	9	7,00			61 227	4 832	66 059
	10	58,33			1 553 726	271 900	1 825 626

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	3 126				3 126
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		10 763	26 097		36 860
Réseau de distribution de l'eau potable	13	27 646				27 646
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	365 676	114 425	90 875	16 668	587 644
	17	396 448	125 188	116 972	16 668	655 276

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	17 273	10 510
	4	17 273	10 510
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	5 663	5 734
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 663	5 734
<b>Transport</b>			
<b>Réseau routier</b>			
Voirie municipale	10	6 697	1 116
Enlèvement de la neige	11	6 697	1 116
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	13 394	2 232
<b>Hygiène du milieu</b>			
<b>Eau et égout</b>			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	17 934	21 231
Réseau de distribution de l'eau potable	17	67 503	13 605
Traitement des eaux usées	18	11 057	7 942
Réseaux d'égout	19		
<b>Matières résiduelles</b>			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 289	1 469
Matières recyclables	21	1 289	1 469
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	99 072	45 716
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	32 486	35 511
Rénovation urbaine	32	14 953	16 595
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	47 439	52 106
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	19 412	
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	19 412	
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	202 253	116 298

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité****Rémunération  
(excluant charges  
sociales)****Allocation de  
dépenses**

---

**Note**

---

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	70 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	49 422 \$

4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>
---	---------------------------------------	----------------------------

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	\$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 60 452 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 191 203 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 170 846 \$

b) Dépenses d'investissement

42 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 362 049 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :

a) Numéro de la résolution

44 108-05-20

b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-05-04

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI

NON

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

49 \_\_\_\_\_



**QUESTIONNAIRE (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
<b>12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</b>		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : L'Islet

Code géographique : 17078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Habitation*

Québec 

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier de la municipalité de L'Islet

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de L'Islet (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Saint-Jean-Port-Joli, le 7 mai 2020  
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique A110424

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	4 717 790
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>                    </u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	20 477
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>4 697 313</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	326 996 000
Évaluation des Immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>328 555 100</u>
<b>Évaluation des Immeubles Imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)</b>	13	<u>327 775 550</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019**  
(Ligne 10 + ligne 13 x 100)

14 

			1
--	--	--	---

 , 

4	3	3	1
---	---	---	---

 / 100 \$

# **Données prévisionnelles non auditées**

## **pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020**

**Nom :** L'Islet

**Code géographique :** 17078

**Type d'organisme municipal :** Municipalité locale

**Affaires municipales  
et Habitation**

**Québec** 

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

## Taxes générales

Taxe foncière générale	1	2 921 382
------------------------	---	-----------

## Taxes spéciales

Service de la dette	2	471 963
---------------------	---	---------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

## Taxes de secteur

## Taxes spéciales

Service de la dette	5	371 019
---------------------	---	---------

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres	8	10 000
--------	---	--------

	9	3 774 364
--	---	-----------

**SUR UNE AUTRE BASE**

## Taxes, compensations et tarification

## Services municipaux

Eau	10	498 500
-----	----	---------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	93 837
---------------------------	----	--------

Matières résiduelles	13	433 922
----------------------	----	---------

## Autres

- contrat installations septique	14	12 439
----------------------------------	----	--------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	22 500
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	
---------------------	----	--

Pouvoir général de taxation	19	
-----------------------------	----	--

Activités de fonctionnement	20	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	21	
----------------------------	----	--

	22	1 061 198
--	----	-----------

## Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
--------------------------------------	----	--

Autres	24	
--------	----	--

	25	
--	----	--

	26	1 061 198
--	----	-----------

	27	4 835 562
--	----	-----------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 000

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	46 170
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	115 234
	9	161 404

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	162 404

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	2 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	2 500

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	19 530
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	19 530

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	184 434

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

557

*Non audité*

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <u>328 439 700</u>	x 2 <u>0,8900 /100\$</u>	3 <u>2 921 382</u>				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 _____ x 5 _____ /100\$		6 _____				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 _____ x 8 _____ /100\$		9 _____				
Immeubles non résidentiels	10 _____ x 11 _____ /100\$		12 _____				
Immeubles industriels	13 _____ x 14 _____ /100\$		15 _____				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 _____ x 17 _____ /100\$		18 _____				
Autres	19 _____ x 20 _____ /100\$		21 _____				
Immeubles agricoles	22 _____ x 23 _____ /100\$		24 _____				
<b>Total</b>			25 <u>2 921 382</u>	26 ( _____ )	27 ( _____ )	28 _____	29 <u>2 921 382</u>

<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 <u>328 439 700</u>	x 31 <u>0,1437 /100\$</u>	32 <u>471 963</u>				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 _____ x 34 _____ /100\$		35 _____				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 _____ x 37 _____ /100\$		38 _____				
Immeubles non résidentiels	39 _____ x 40 _____ /100\$		41 _____				
Immeubles industriels	42 _____ x 43 _____ /100\$		44 _____				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 _____ x 46 _____ /100\$		47 _____				
Autres	48 _____ x 49 _____ /100\$		50 _____				
Immeubles agricoles	51 _____ x 52 _____ /100\$		53 _____				
<b>Total</b>			54 <u>471 963</u>	55 ( _____ )	56 ( _____ )	57 _____	58 <u>471 963</u>

5

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

558

*Non audité*

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotaton à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	x 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	x 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	18	x 17	/100\$ 18				
Autres	19	x 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	x 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 ( )	27 ( )	28	29
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités d'investissement (taux unique)	30	x 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	x 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	x 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	x 46	/100\$ 47				
Autres	48	x 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	x 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58
		<b>Valueur locative imposable</b>					
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59	x 60	% 61	62 ( )	63 ( )	64	65

5

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 5 8	, 0 0	\$
Égout	2	1 5 8	, 0 0	\$
Eau et égout	3	3 1 6	, 0 0	\$
Traitement des eaux usées	4	6 3	, 0 0	\$
Matières résiduelles	5	1 8 7	, 0 5	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Financ. SQAE LSM	0,0017	1	
Financ. SQAE LSM	0,0085	1	
Financ. Règ. 87-2007 Petite-Gaspésie	457,5900	7	à part égale
Financ. Règ. 205-2017 Ch. Pionniers Est	0,0072	1	
Financ. Règ. 205-2017 Ch. Pionniers Est	0,2966	1	
Financ. SQAE VL	0,0416	1	
Financ. Règ. 125-2010 5e et 8e rue VL	0,0197	1	
Financ. Règ. 125-2010 5e et 8e rue VL	0,0062	1	
Financ. SQAE SE	0,0033	1	
Financ. SQAE SE	50,3300	7	par unité de logement
Financ. Règ. 54-2003/62-2004 Prise d'eau	0,0568	1	
Financ. Règ. 213-2018 THM	0,0121	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	4 835 562
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	22 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>4 813 062</b>

---

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	328 439 700
--	----	-------------

---

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**  
 (Ligne 10 + ligne 11 x 100)

	12	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> 1 , <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="4"/> /100 \$
--	----	---

---

563

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
<b>Taxes d'affaires</b>							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

564

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
<b>Taxes sur une autre base</b>				
<b>Taxes, compensations et tarification</b>				
Service de la dette	12			
Autres	13			
<b>Taxes d'affaires</b>				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

10



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	202 953 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>10 111 081 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>581 295 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>218 276 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les Instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Louis Breton , atteste que le rapport financier consolidé de L'Islet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-01.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par L'Islet.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Islet consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que L'Islet détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-02 15:23:46

Date de transmission au Ministère : 2020/06/02